

CONFERENCES DES JECO

Les journées économiques - LYON

6, 7 et 8 novembre 2018



Que sait-on de notre futur ?

La Région Rhône-Alpes Auvergne est la 1ère région industrielle de France avec un PIB qui correspond à celui du Danemark – Des entreprises telles que SALOMON ou MICHELIN sont aujourd’hui à la pointe de l’innovation. Leurs atouts reposent sur un savoir faire, leur capacité à innover et la qualité des produits proposés.

« *L’innovation sociale* » mais aussi « *l’organisation sociale* » présentent des enjeux actuels pour répondre aux objectifs gouvernementaux portés par la région en faveur de l’environnement et du développement économique.

Les diverses conférences mettent en exergue les enjeux économiques sur des sujets actuels et feront l’objet de débats animés par des économistes (P AGHION, P ARTUS...), des dirigeants d’entreprises (SUEZ, SEB...) et des représentants d’institutions nationales (Banque de France...) et internationales (Banque centrale européenne...).

Propos recueillis par S.GOFFREDO (Professeur d’Economie-Gestion - Lycée du golfe de Saint-Tropez)

SOMMAIRE

Une crise grave est encore possible.....	2
Une guerre commerciale est déclarée.....	4
Faut-il s’inquiéter des USA ?.....	6
Quels outils innovants pour enseigner l’économie aux lycéens ?.....	8
A l’école de l’enquête.....	9
La remontée des taux d’intérêt.....	10
ETI : Des entreprises stratégiques si discrètes.....	11
Economie de l’intelligence artificielle.....	13
L’économie circulaire.....	14



Une crise grave est encore possible

La stabilité financière du monde est-elle meilleure qu'il y a 10 ans ? Les banques ont été régulées mais qu'en est-il du reste de la finance ? Quel a été le rôle des Banques Centrales ? Les leçons de la crise de 2008 et de toutes les crises financières du passé ont-elles été tirées ? Que nous apprend l'histoire des faits et de la pensée économique sur l'origine des crises financières ?

F LANGLET (Journaliste LCI)

Les années en « 9 » cristallisent souvent des évolutions et terminent un cycle dans l'histoire. L'année 1979 annonce la période libérale qui va suivre dans le monde occidental. C'est aussi la chute du mur de Berlin et l'ouverture des marchés aux Entreprises. La période 1999-2000 est marquée par la bulle internet, la fusion Vivendi-Universal, puis 2008 annonce la chute de Lehman Brothers avec la crise des subprimes qui suivra.

P ARTUS (Chef économiste NATIXIS)

Pourquoi s'inquiéter ?

Le taux d'endettement du monde est plus élevé aujourd'hui qu'en 2007. Toutefois, les dettes privées sont moins importantes grâce aux régulations.

En Chine, le système financier est instable. On observe beaucoup d'épargne et de l'argent prêté essentiellement aux Chinois.

La dette publique des Etats est aussi préoccupante. Les politiques de taux bas menées par les banques centrales entraînent une instabilité générale ; Cependant, si les Banques centrales remontaient les taux, elles déclencheraient une crise des dettes publiques.

Les prix de l'immobilier sur les locaux commerciaux notamment aux USA, montrent des signes d'instabilité.

L'instabilité dans les pays émergents provient de l'instabilité des capitaux (entrées et sorties). En Chine, ce n'est pas le cas, car le financement est très contrôlé et 60% des capitaux appartiennent à l'Etat. Il n'y a donc pas de risque. Le taux d'épargne Chinois est colossal, ce qui laisse un gros levier à l'Etat.

Toutefois, le risque de crise pourrait provenir de l'Italie.

L'ouvrage *Cette fois, c'est différent* 2009, de REINHART et ROGOFF, montre qu'on ne sort pas de la dette par la croissance.

On localise l'économie réelle alors que la finance est de plus en plus mondialisée.

Structurellement, la finance est dangereuse. Il y a une déconnexion entre ceux qui veulent prendre du risque car c'est un besoin pour l'économie, et ceux qui ne veulent pas avec les épargnants.

Des politiques monétaires expansionnistes insistent pour se financer par la dette.

Le risque est intrinsèque à la finance. Des efforts restrictifs sont faits pour limiter les risques, mais ils ne sont pas coordonnés avec la politique monétaire.

C BORIO (BRI Banque de règlements internationaux)

Les *Accords de Bale III* ont renforcé les mesures prudentielles ; Les prévisions à moyen terme sont plutôt favorables. Toutefois, nous n'avons pas de solution pour les crises financières. L'aspect positif est que nous sommes moins naïfs, et il y a une prise de conscience générale.

Toutefois, des inquiétudes existent. L'action des Banques centrales a été essentielle dans la mesure où elles ont permis de stopper la crise.

Deux éléments déclencheurs de la crise peuvent être soulignés. Tout d'abord, les marchés financiers avec certaines mesures accommodantes, mais aussi la vulnérabilité de certains pays (prix de l'immobilier, taux de change) qui provoquent des tensions sur les marchés financiers.

Quels pourraient-être les facteurs déclencheurs ?

Une hausse de l'inflation et une hausse des taux d'intérêt, avec une très forte réaction des marchés financiers pourraient se produire.

De plus, l'expansion du crédit est aujourd'hui plus préoccupante que l'inflation.

Enfin, le dernier facteur pourrait provenir des tensions politiques entre pays, mais aussi à l'intérieur des Etats, comme en Italie par exemple.

Il semble important de souligner, que le problème d'endettement des Etats, reste essentiel concernant le risque de crise. Ce phénomène se matérialise par une baisse des taux d'intérêt et a pour conséquence une hausse de la dette.

L'inflation n'est pas la norme, mais une exception. Il y a une nécessité de trouver un équilibre entre l'inflation, et le maintien des taux d'intérêt.

Il ne faut pas vouloir générer de l'inflation à tout prix. La technologie est une bonne chose pour l'économie.

Faut-il avoir peur de l'Italie ?

Le problème majeur de l'Italie, repose sur son niveau de productivité qui est plus bas qu'il y a 25 ans. Parallèlement, on observe un problème de pouvoir d'achat. Les entreprises italiennes ont des difficultés à conquérir des parts de marché et à investir. Malheureusement, les mesures prises par le gouvernement actuel ne répondent pas à ce problème.

R OPHELE (Président de l'AMF)

Plusieurs risques peuvent être pointés. Tout d'abord, l'endettement des agents non financiers a presque doublé entre 2008 et 2018 en France.

Le renforcement des fonds propres a augmenté, mais pas la rentabilité des systèmes. (Le taux des crédits a baissé). Enfin, *le shadow banking* qui désigne l'ensemble des activités et des acteurs contribuant au financement non bancaire de l'économie, fonctionne pour 60% en Irlande et au Luxembourg, alors que ces pays génèrent peu de PIB.

On peut surmonter la crise par une forte coopération entre les Etats. La réponse à la crise ne peut être que collective.

Par ailleurs, la cybercriminalité est complexe à traiter car les mesures de lutte reposent sur la coopération entre les Etats, qui est difficile à mettre en place.

Suite à la dernière crise, nous ne sommes pas parvenus à réconcilier les populations avec la finance. Il y a aujourd'hui une nécessité à donner du sens à la finance de ce qu'on fait, cela permettrait de limiter les crises.

O RENAUD BASSO (Directrice générale du trésor)

Les tensions politiques et commerciales peuvent avoir une influence, mais cela n'aura sûrement pas autant d'incidence que la dernière crise. De plus, les diverses mesures de précautions, contribuent à anticiper et réduire les impacts.

Nous sommes aujourd'hui mieux outillés pour faire face aux tensions. Même si des risques politiques sont importants en Italie, et des réticences vis à vis de l'Europe sont marquées, les tensions américaines ont des répercussions sur la Chine.

De plus, l'environnement géopolitique joue un rôle avec notamment l'impact sur le prix du pétrole lié aux tensions avec l'Iran.

Sur le plan financier, le contexte des taux bas des pays émergents, qui sont très dépendants des mouvements de capitaux, contribue à une instabilité. Une augmentation des taux d'intérêt pourrait donc avoir un impact encore plus fort sur les pays émergents.

De plus, le populisme à court terme est un facteur d'aggravation de la crise. Par exemple, la politique commerciale aux USA peut déclencher des tensions fortes.

On observe un excédent des balances des paiements (positif) mais il y a des tensions politiques et des risques d'augmentation de la dette.

Cela repose notamment sur un problème structurel et des déséquilibres entre le Nord et le Sud. Parallèlement, la dégradation de la note des finances par les agences de notation peut avoir des conséquences sur les marchés.

En Europe, on demande aux banques d'accumuler des actifs et de renforcer le « *too big to fail* ». Un équilibre doit être trouvé entre le renforcement des mesures d'une part, et le besoin de prendre des risques pour stimuler la compétitivité.



La guerre commerciale est déclarée

Comme il l'avait promis, D TRUMP a engagé son pays dans la voie du protectionnisme tous azimuts. Remettant en cause des accords de libre échange tels que le KORUS entre la Corée du sud et les États-Unis, l'ALENA avec le Canada et le Mexique, menaçant l'OMC en bloquant la nomination de nouveaux membres de l'Office de Règlement des Différends (ORD) pour remplacer ceux qui ont fini leur mandat. Par ailleurs, au nom de la sécurité nationale, il impose unilatéralement des tarifs élevés sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de la Corée, du Japon et de l'Union européenne entre autres. Enfin il envisage de nouvelles mesures drastiques pour réduire les déficits qu'il juge excessifs avec la Chine, le Japon et l'Allemagne notamment.

Quelle sera l'efficacité de telles mesures pour l'économie américaine ? Quelles conséquences pour les pays visés ? Quelle sera la riposte des différents pays, risque-t-on d'entrer dans un processus d'escalade protectionniste ? Dans ces conditions dans quelle mesure la réforme de l'OMC est-elle possible et quel serait son objectif ? Dans quelle mesure peut-on l'adapter pour y inclure de nouvelles règles concernant notamment la protection de la propriété intellectuelle ?

E PILICHOWSKI OCDE

Des tensions américaines annoncent des mesures protectionnistes et inversement. Par exemple, les taxes sur l'acier et l'aluminium ont été instaurées.

Quelles sont les conséquences sur la croissance ?

Des révisions à la baisse de 3.7% au niveau mondial, ont été faites. Des conséquences sur les prix des biens de consommation, sur l'investissement, et le commerce mondial sont perceptibles. Si cela se poursuit, l'effet sur la croissance sera visible.

On observe un effet de ciseau à 3 bandes :

1/Une interconnexion de l'économie avec le commerce international, une augmentation des échanges digitaux avec des difficultés de régulation, et une augmentation des migrations.

2/ Une augmentation des inégalités : Le changement technologique a détruit des emplois

3/ Cette mondialisation a créé des enjeux avec des adaptations de gouvernance nécessaires. Les politiques nationales semblent dépassées par conséquent, des réflexes de fermeture sont perceptibles. Il n'y a pas de guerre, mais des tensions et des dangers sont possibles.

Comment privilégier le multilatéralisme alors que le bilatéralisme dans la gouvernance mondiale se développe ?

Aujourd'hui, les 2/3 du commerce mondial sont constitués d'intrants. Les sujets d'avenir portent sur le changement climatique, et le changement technologique avec le digital, qui représentent des sujets stratégiques.

La diffusion de la technologie verte se fera par le commerce international. Pour que les technologies se diffusent, il faut avancer sur le commerce international.

S JEAN Directeur CEPII

D TRUMP est au cœur de ces préoccupations. Il est obsédé par les déficits commerciaux. Pourtant, historiquement, les USA ont toujours été déficitaires car le dollar est la monnaie des échanges commerciaux. De plus, pour D TRUMP, les biens ont une plus grande importance que les services.

Lorsqu'on instaure des barrières, les déficits augmentent. C'est ce qui se passe actuellement.

La concurrence géostratégique des USA avec la Chine, est la seconde obsession de D TRUMP. On observe une focalisation croissante envers la Chine. Sur le plan politique, son opposition à la Chine est payante. Il semble important d'ajouter que son électorat représente le cœur de la classe moyenne américaine.

Quel rôle joue l'OMC ?

L'Organisation du commerce permet d'avoir un cadre avec des relations commerciales sur des règles stables et prévisibles. Un système multilatéral développé depuis l'après guerre, s'est développé avec un organe de règlement des conflits commerciaux (l'ORD). Aujourd'hui, cela ne marche pas car l'Amérique prône « *l'America first* », et refuse le multilatéralisme. La Chine refuse que les américains imposent leurs règles du jeu.

Sur le plan des échanges économiques, la Russie compte, mais moins que la Chine, que les USA ou l'Europe. Toutefois, c'est un acteur central en géopolitique en matière de puissance politique. Mais la Russie exporte peu, seulement du gaz et du pétrole, des céréales et des armes.

Les préoccupations géographiques stratégiques sont les plus importantes. Les USA reçoivent des informations pour les dissuader d'aller en Chine et pour éviter d'être copiés. Il y a une crainte des USA de se faire dépasser par la Chine en matière de haute technologie. Les transferts de technologies avec la Chine leur ont servi.

E BOURCIEU Commission Européenne

On assiste à une crise la plus grave traversée depuis le début des échanges internationaux. Cette crise est grave mais aussi pleine d'opportunités.

L'Union Européenne détient un rôle majeur car c'est l'acteur le plus multi latéraliste au niveau mondial.

Face à ces menaces, quelles sont les actions de l'Union Européenne?

1/ Vis à vis des USA

Des tentatives de coopération face aux menaces américaines qui ont été marquées notamment par les mesures prises concernant la taxe sur l'acier et aluminium. La réponse européenne a été de défendre ses intérêts.

Par exemple, FORD a perdu 1 Milliard de dollar depuis les mesures instaurées par D TRUMP

A Sofia, des mesures de coopération ont été adoptées envers les USA dans la fermeté, avec responsabilité et coopération.

2/ Vis à vis de la Chine

La situation s'aggrave. On a poursuivi la Chine sur les transferts de propriété pour lutter contre les produits issus du dumping. Il y a une nécessité de renforcer les règles au sein de l'OMC avec la Chine.

Quel rôle joue l'OMC ?

Elle est tirée par les Etats membres. C'est une organisation dont la gouvernance mondiale peut conduire à des sanctions. Elle soutient les emplois en Europe qui sont soutenus par les exportations. L'UE est le 1^{er} investisseur mondial. On a besoin des importations également pour produire.

Par ailleurs, le BREXIT est une mauvaise nouvelle pour le Royaume Unis mais aussi pour l'Europe. Cependant à 27 pays, nous restons la 1^{ère} zone dans les échanges commerciaux.



Faut-il s'inquiéter des USA ?

Les Etats-Unis peuvent inquiéter le reste du monde pour deux raisons : la rupture par rapport aux politiques antérieures et coordonnées internationalement qui concernent le climat, le libre-échange, les taux de change ; la situation économique domestique, avec à nouveau déséquilibres financiers, avec le recul du taux de participation, les difficultés de la classe moyenne, les inégalités... Ces inquiétudes sont-elles pertinentes ? L'économie mondiale peut-elle être déstabilisée par les Etats-Unis ?

F PISANI (Recherche économique CANDRIAM)

Des points positifs peuvent être soulignés. La croissance est élevée aux USA et les Entreprises américaines sont parmi les plus puissantes et innovantes de la planète (GAFAM). Le PIB par habitant est parmi les plus élevés.

Toutefois, des inquiétudes subsistent car il y a peu de progrès social (25^{ème} rang) ; il y a donc des dysfonctionnements sociaux – La mortalité infantile est plus élevée aux USA qu'à Cuba. L'espérance de vie baisse. Et, on observe peu de mobilité sociale et intergénérationnelle, mais aussi des inégalités fortes.

Une grande réforme fiscale a été menée à la baisse pour les ménages. L'essentiel de cette baisse est allée aux plus riches. De plus, la baisse de la fiscalité des Entreprises n'a pas fait repartir l'investissement. Des imprévisibilités à court terme subsistent. De plus, en matière commerciale, la politique freine l'immigration. Enfin, en matière de dérèglementation financière, la prise de risque augmente.

Une partie de l'électorat de D TRUMP provient de l'industrie. Ainsi, l'économie va bien à court terme mais elle ne prépare pas l'avenir.

PA ANDRE DE CHALENDAR (Saint GOBAIN) leader mondial de la construction

Saint GOBAIN possède 25 000 collaborateurs aux USA.

Le comportement provocateur de D TRUMP fait peur à la planète.

Toutefois, pour les USA, ces mesures fonctionnent.

Sur le plan micro économique, les investissements sont à la hausse dans l'industrie, et l'emploi repart. La relance d'impôt est positive. Les déficits peuvent durer longtemps dans la mesure où la monnaie de réserve est le dollar.

L'abandon du multilatéralisme est mauvais pour la planète mais pas forcément pour les USA. Leur préoccupation est d'augmenter leur valeur ajoutée au détriment des autres.

Depuis la baisse de la fiscalité, on assiste à une reprise des investissements productifs. La guerre commerciale conduit à avoir des chaînes de valeur par zone géographique ainsi que des chaînes de valeur intégrée.

En conclusion, le système démocratique n'est pas mort aux USA et continue de fonctionner.

AL DELATTE (CEPII)

D TRUMP n'est pas le premier populiste aux USA (ex : A JACKSON).

Des conséquences pour le monde existent car les USA occupent une place centrale dans le monde. De plus, une crainte sur les valeurs existe. Concernant le multilatéralisme, « l'America first » remet l'accord de Paris en question, ainsi que les principes de l'OMC. Aujourd'hui, les défis sont au niveau global. Cela va ralentir la réforme fiscale. Les vagues actuelles de populisme s'accroissent avec les dernières élections de plusieurs pays.

En conclusion, cette vague de populisme s'arrêtera un jour.

M FEKI Avocat

Quels sont les éléments de continuité et les éléments de rupture ?

Aux USA, il y a beaucoup d'éléments de continuité dans les mesures que D TRUMP impose. Ils savent définir leurs intérêts stratégiques. Il y a une forme de désunion dans la façon de mettre en œuvre.

Des éléments de rupture : le style de TRUMP, les attaques contre le multilatéralisme. Enfin, les USA bloquent l'Union Européenne pour la première fois depuis son instauration.

La volonté de proposer l'Euro comme monnaie de référence dans les échanges commerciaux existe.

Il y a une grande naïveté de l'Europe par rapport à la Chine qui cherche à défendre ses propres intérêts. Face aux géants qui émergent en Amérique latine, en Chine, l'Europe à 27 ne pourra pas s'en sortir.

L'Europe et les USA sont liés par leurs services de renseignement sur la lutte contre le terrorisme.

En conclusion, les populismes progressent. On est dans une période où les « fous » arrivent au pouvoir. Cependant, les USA ont des ressources importantes notamment dans sa jeunesse.

P JAILLER Chercheur à l'IRIS

La croissance aux USA est proche de 5% ; Il y a un rééquilibrage de la policy-mix. La politique américaine a des externalités sur les pays émergents.

De plus, on observe des attaques frontales de D TRUMP envers la Fed. Par exemple, l'abus de pouvoir sur le rôle international du Dollar.

Toute transaction qui mobilise un dollar peut ouvrir à des sanctions. Les principaux acteurs se sont sortis du marché américain. Ainsi, le dollar devient une arme diplomatique.

En conclusion, D TRUMP a montré qu'il ne collaborait pas avec les institutions internationales, c'est peut-être le moment de renouveler les instances.

P ARTUS Economiste NATIXIS

Les USA ont un besoin de capter l'épargne du monde car la leur reste faible. Cela permet de capter l'épargne mondiale.

L'objet de lutte des déficits repose sur la baisse de la fiscalité qui attire des capitaux sur les marchés ; les USA étaient les « banquiers du monde » en collectant des fonds, puis en investissant. L'épargne vient des émergents et de l'Europe pour financer le déficit des USA ; Cela n'est pas moral et inutile pour son économie.

Le système monétaire international transforme l'épargne des pays pauvres vers les pays riches.

Le nombre de diplômés est plus élevé chez les immigrés des USA que chez les natifs américains. La hausse du prix du pétrole bénéficie aux USA car cela profite à leur industrie pétrolière. Les USA représentent un facteur de décroissance mondiale.

Des vagues d'italiens, de français et des chinois affluent. Des limites dans le nombre de chinois ont été mises en place par les américains.

Il n'y a pas d'augmentation du pouvoir d'achat depuis 30 ans aux USA. 20% d'américains vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 13% en France.

De plus, la baisse de la fiscalité des Entreprises américaines est passée de 35 à 21% aujourd'hui. L'essentiel de cette réforme a servi à financer des rachats d'action.

La Chine est plus préoccupante que les USA car elle gère plus intelligemment l'économie mondiale. L'épargne mondiale est aujourd'hui constituée par 30% des Chinois et, on estime qu'elle constituera 50% de l'épargne mondiale en 2030.

La Chine est en voie de devenir le leader mondial dans les équipements des énergies renouvelables.

En conclusion, nous verrons combien de temps tiendront les politiques des américains.

L'enjeu actuel est de savoir comment augmenter le poids de l'Euro dans les échanges commerciaux ?

Quels outils innovants pour enseigner l'économie aux lycéens ?



IPR SES Lyon

Comment donner le goût des SES aux élèves ? Comment enseigner autrement ? BRISE (2000), Analyse du JT France 2 (2014), Construction d'activité à partir du JT (2017)
Actuellement, nous aimerions étendre le projet CORE Economics (Curriculum Open Access Ressources in Economics) aux enseignements en SES.
Ce projet collaboratif et international a pour objectif de connecter l'économie au monde réel en faisant le lien avec l'histoire.

A CHARPENTIER Economiste

3 outils innovants sont proposés aux lycéens en économie :

- **CORE Economics** (Nouveau projet d'enseignement en Eco à Science Po) :
coreconomics.org

Projet international collaboratif dirigé par Pr W CARLIN suite à la crise économique.
Programme enseigné à Londres et à Sciences Po. Cours d'introduction à l'économie adossé à des méthodes d'enseignement innovantes

Quels sont les grands principes ?

Les cours sont fondés sur des fondements empiriques. En partant des grandes questions économiques (inégalités, chômage, instabilité financière, l'automatisation, le changement climatique...) on cherche à intéresser les étudiants à partir de données, d'EDC.
(Mobilisation des données, Modélisation économique, concepts pour comprendre les grandes questions puis mobilisation d'autres disciplines)

L'économie eBook accessible en ligne gratuitement sur le site de CORE ; Construit à partir d'études de cas et de narrations ; Travail collaboratif permettant l'actualité

Les aspects CORE :

- Des graphiques
- Les grands économistes
- Des travaux de chercheurs contemporains
- Des QCM
- Un glossaire interactif
- Des ressources complémentaires pour les enseignants (corrigés, jeux, bases de données, slides de cours...)

Quels sont les changements ?

Pas de séparation dans l'enseignement de la micro et de la macro-économie, E book en ligne, libre accès (+ appli mobile)

N RUGAMBAGE

Projet de 2017 par le Professeur ALGAN à Science Po ; Il pilote le cours dans le supérieur

Quel est l'objectif ?

Produire un e-book pour les lycéens et leurs enseignants, accessible en ligne et en libre accès.

Utilisé à l'étranger « CORE lycée » (GB et USA)

Thèmes traités dans ebook l'économie avec le programme de SES

Pédagogie similaire : Recours aux données, pluralité des thèses
Mise à disposition des lycéens et de leurs enseignements d'un ebook gratuit en ré-utilisant la technologie de production développée pour les projets CORE dans le supérieur

Quelle est la plus value de CORE ?

Dimensions narratives, vidéos, graphiques, outils d'auto-évaluation

- **Le site SES Webclass**

Un travail collectif ; Ressources : cours rédigé en 2 versions, répertoire des notions

Quel est l'intérêt du site ?

Utilisation des JT, Reportages et activités à l'appui

Activités avec possibilité de répondre en ligne, d'envoyer leur réponse sur l'ENT

Des exercices interactifs (textes à trous...)

Variété des supports (papiers, ordi...)

Quel est l'intérêt des reportages en pédagogie ?

- Une gageure

- Des objets congruents à la culture juvénile,

- Favorise l'attention et la mémorisation (articulation son & images)

- Favorise les apprentissages

Les sciences cognitives montrent que l'image est mieux mémorisée que le texte

Les images favorisent la compréhension.

- **Radio France culture**

Ex : la bulle économique de France culture

Atelier enseignants DGSCO : A l'école de l'enquête



C BAUDELLOT Professeur émérite de sociologie ENS

Anthropologie.tous

Volonté de valoriser l'information à la citoyenneté dans un établissement très cosmopolite ou 72 nationalités coexistent.

Des enquêtes ont été faites sur des sujets qui intéressent les jeunes au lycée (l'amour, les mythes, les vacances, les prénoms... « à l'école de l'enquête », l'école laboratoire

Par exemple sur l'amour, l'enquête révèle pour les élèves : confiance, bonheur, complicité)

Evolution dans l'approche de l'élève envers les professeurs

On passe d'une relation autrefois descendante, à une approche plus latérale où le prof et les élèves ensemble, construisent.

I RICHER Professeur d'anglais lycée le Corbusier d'Aubervilliers

Un créneau de 2h est réservé aux enseignants (arts, culture...) et les élèves choisissent l'atelier qui les intéresse.

C'est la DAC de chaque académie qui attribue des HSE pour ces projets.



La remontée des taux d'intérêt

Après une quasi-décennie de stagnation économique et des politiques monétaires accommodantes, voire très accommodantes, la remontée des taux d'intérêt est en marche, aux Etats-Unis, prochainement dans la zone euro, et d'ores et déjà dans les pays émergents, avec des économies argentine et turque obligées, par exemple, de manipuler les taux d'intérêt pour tenter de recouvrer une crédibilité financière.

Quelles sont les raisons qui prévalent à cette remontée des taux dans les pays avancés et sont-ce les mêmes raisons dans les pays émergents ? Est-ce le bon timing ? Quelles en seront les conséquences sur l'équilibre épargne-investissement ? Sur les dettes publiques et sur les dettes privées ? Quelles politiques budgétaires et fiscales devront l'accompagner ?

A BENASSY QUERE Professeur PARIS

Expansion budgétaire avec hausse du déficit, des dépenses et baisse des impôts.
Une réduction de la croissance potentielle est en marche avec un affaiblissement des chaînes de valeur et une réduction de l'immigration (baisse de la population active)

Quelles seraient les conséquences d'une remontée des taux d'intérêt ?

A court terme, on observe une baisse des taux.

A long terme, c'est plus ambigu, car un ralentissement de l'économie se dessine.

De plus, une contagion internationale existe. Les taux d'intérêt à long terme sont corrélés avec ceux des USA. Il existe un risque de remontée des taux.

Baisse des prix des actifs : immobilier, actions, obligations. A cela, s'ajoute l'effet des barrières commerciales, de richesse et la fragilisation des banques.

Les Banques centrales sont indépendantes des gouvernements. Elles ont un mandat exclusif et sont jugées sur leur mandat d'indépendance. Ainsi, l'intérêt est de maintenir une inflation stable.

X RAGOT OFCE

Il existe un taux d'intérêt naturel d'équilibre qui stabilise l'économie (K WICKSELL)

D'après le modèle néokeynésien, une politique monétaire stabilise le capitalisme, plus que la politique budgétaire.

Les taux d'intérêt naturels remontent, et l'activité repart. On observe une remontée des taux qui peut être vue comme une bonne nouvelle.

Les déficits des Etats n'ont jamais été aussi élevés dans le monde. La dette publique n'est rien d'autre que de l'argent emprunté aux ménages pour se financer (emprunts d'Etat ; dette publique) sont prélevés sous forme d'impôts. Cela pose un problème politique, plus qu'économique.

La BCE détient 25% de la dette des Etats Européens. En cas de problème, elle pourrait racheter la dette de l'Italie.

Le taux d'épargne américain est à 0, alors que le taux d'épargne des Chinois est proche de 30%. Les motivations d'épargne de ces derniers sont la retraite, les études, la protection sociale). Le FMI demande à la Chine de développer un système de protection sociale.

Quand les taux augmentent, les épargnants sont les gagnants notamment les ménages, les sociétés financières et les emprunteurs sont souvent les perdants (L'Etat par exemple)

O GARNIER Banque de France

Les taux d'intérêt sont durablement plus bas. Toutefois, il peut y avoir des fluctuations à la hausse. Les taux d'intérêt à court terme sont fixés par les banques centrales ainsi que la conjoncture économique.

L'impact de la remontée des taux comporte des effets positifs et négatifs :

Quels seraient les effets positifs ?

Si les taux remontent suite à une croissance plus soutenue avec une inflation faible, cela peut être positif pour l'économie.

Quels seraient les effets négatifs ?

S'il y a des craintes sur la solvabilité d'un Etat comme en Italie, cela traduit un risque pour les prêteurs de l'Italie. Ainsi, des craintes inflationnistes avec des peurs existent car les Banques centrales seraient trop accommodantes et des risques de récession peuvent apparaître.

Les banques prêtent à court terme et empruntent à long terme.

La remontée des taux d'intérêt est bonne pour les épargnants mais moins bonne pour les emprunteurs.

Le cas américain montre l'intérêt d'avoir une banque centrale indépendante.

ETI : Des entreprises stratégiques si discrètes ?



« ETI » signifie « Entreprise de Taille Intermédiaire ». cette catégorie statistique, créée par une loi il y a juste 10 ans, recouvre une réalité française bien tangible, créatrice de milliers d'emplois et de milliards d'exportations, tout en restant ancrée dans nos territoires. Une étude de la Banque de France focalisant sur leur financement servira de base à un débat sur leur rôle et leurs problèmes.

Le résultat d'un sondage mené auprès des dirigeants sur leur perception de l'industrie 4.0.

Avec la révolution numérique, les frontières entre le monde physique et digital s'amenuisent pour donner vie à une industrie 4.0 interconnectée dans laquelle les collaborateurs, les machines et les produits interagissent. Afin d'évaluer la connaissance, la perception et la maturité des entreprises industrielles françaises vis-à-vis de l'industrie du futur, Mazars publie les résultats d'une enquête réalisée avec OpinionWay auprès de 203 dirigeants d'industries françaises de grandes entreprises et d'ETI.

La carte d'identité d'une ETI (de 250 à 4999 salariés) a été créée il y a 10 ans.

La **loi PACTE** (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) du 1^{er} janvier 2018, a pour but d'aider les Entreprises à grossir et améliorer les performances des TPE et PME ainsi que d'associer les salariés aux résultats. La France compte 5800 ETI et ce qui représente 23% de la part des entreprises françaises.

E DUCOTTET PDG de THUASNE

Thuasne est une ETI qui pourrait se définir en 4 « I » :

Industrielle, Innovante, Internationale, indépendante sur le plan financier avec des capitaux détenus par la famille. La vision de l'entreprise est à long terme.

Le succès de Thuasne repose sur l'*agilité* (être rapide et flexible), *la frugalité* (faire avec le moins de moyen possible), *la pérennité* (ETI qui provient de 5^{ème} génération) et *la liberté* (qui n'est jamais totale).

Nous prenons des risques en créant des emplois et nous croyons à l'industrie française après les vagues de désindustrialisation que nous avons vécus.

Toute croissance s'est déroulée grâce à de l'auto financement et de l'endettement.

Malheureusement, certains métiers ne trouvent pas de candidats notamment les postes de techniciens supérieurs.

4% du chiffre d'affaire (CA) est consacré à la R&D avec un pôle en France, en Allemagne et en Californie.

La participation au CA est obligatoire, et repose sur l'ancienneté ainsi que sur le niveau de responsabilité du collaborateur.

La transmission dans les ETI est un vrai sujet. Le pouvoir étant actuellement partagé avec un ComEx.

La moitié de l'économie du monde est aujourd'hui détenue par des familles. Cela montre que ce modèle fonctionne toujours.

Aujourd'hui, plusieurs ETI investissent dans les start-up et le digital.

E KREMP INSEE

Avec 5800 ETI en France elles présentent un fort ancrage national ; Représentent 26% de l'emploi marchand et plus de 28% des emplois ; ce sont les ETI qui ont créés le plus d'emplois en 2017 comparées aux TPE, PME et GE. 40% des salariés des ETI insérées à l'international travaillent dans l'industrie.

Les ETI sont pour la plupart internationales et industrielles. Près de 75% des unités légales externalisent tout ou partie de leurs activités à l'étranger.

On retrouve des ETI souvent dans les secteurs de l'habillement, les produits de luxe, ou des produits à forte Valeur ajoutée (textile technique, aéronautique, automobile)

En 10 ans, on observe un développement notable des ETI en France.

B POUGET MAZARS en Auvergne-Rhône-Alpes

Les ETI représentent un ancrage territorial dans des zones où l'on ne s'y attend pas. Elles sont souvent investies dans des activités de mécénat. Elles adoptent pour la plupart, des modes de gouvernance qui reposent sur des fonctionnements familiaux. Par ailleurs, les ETI sont souvent ouvertes sur le monde.

En interne, elles ont la volonté de responsabiliser les collaborateurs. La transmission dans une ETI se prépare.

A GERBIER Directeur des entreprises, Banque de France

Les capitaux propres des ETI se sont renforcés ; Concernant les structures financières, on observe que les crédits bancaires baissent, et les sources de financement se diversifient avec l'entrée de capitaux externes. Cela montre que les investisseurs ont confiance aux ETI. Le taux moyen des crédits des ETI est actuellement de 1,2%.

Elles incarnent l'avenir de la France. Des lois sont en discussion pour accompagner les ETI.

Elles sont plutôt bien notées par les agences de notations avec un financement à Long terme assez solide.



Economie de l'intelligence artificielle

Cette session va évoquer les effets potentiels de la révolution digitale et de l'intelligence artificielle sur la croissance, l'emploi et les inégalités. En quoi cette révolution technologique diffère-t-elle des révolutions précédentes (machine à vapeur, électricité,...)? Comment les institutions et politiques économiques doivent-elles adapter de façon que la révolution digitale génère davantage de croissance et une croissance plus inclusive?

P AGHION Collège de France

Après la machine à vapeur du XIX^{ème} siècle, la révolution chimique puis l'informatique, l'Intelligence artificielle (IA) marque la continuité des Technologies de l'information et de la communication (TIC). La différence, c'est qu'avec l'IA, *on automatise aussi les idées*. Cela est nouveau, et offre de réelles opportunités de croissance. Cela pourrait endiguer le phénomène de « *stagnation séculaire* » pour illustrer une situation économique où la fin de la croissance démographique et du progrès technique conduisent à une période d'activité économique anémique. Toutefois, les institutions ont un rôle majeur à jouer. Cela peut constituer une opportunité ou un frein.

La nouveauté, c'est que l'IA est capable d'apprendre grâce à des données.

Pourquoi l'IA est-elle source de création ?

Car elle ajoute des inputs, du capital, et elle facilite la diffusion du savoir et l'auto-correction. Cependant, depuis 10 ans aux USA, la croissance de la productivité baisse.

Pourquoi ?

Car il y a un problème de mesure de la croissance avec des éléments qui ne sont pas mesurés dans le PIB. De plus, les rentes augmentent, et la croissance baisse.

Les GAFAM ont accès à des réseaux, des données privilégiées, des barrières à l'entrée et donc, elles inhibent les autres. Ainsi, les institutions doivent s'y adapter.

Cette nouvelle rupture de l'IA, pourrait-elle permettre à l'Europe de repartir ?

L'IA permet de rationaliser les services administratifs et de réformer l'Etat. Aujourd'hui, il n'y a pas assez d'investissement en recherche fondamentale et dans l'éducation supérieure pour générer des innovations majeures.

Manuel GEA PDG Medicen

Les IA sont des vieux algorithmes entraînés pour réaliser des tâches automatisées. Pour que la machine fonctionne, l'information qu'on lui donne doit être de bonne qualité afin de générer de nouvelles idées.

Les algorithmes obéissent à des règles. Ex : les jeux d'échec

L'enjeu est la capacité à donner du sens aux données dans la prise des décisions.

A EINSTEIN disait « *j'ai eu ce parcours, car je me suis posé des questions d'enfants à l'âge adulte* ».

Les métiers vont changer. Les approches se feront désormais par compétences. L'enjeu actuel réside dans la transition. Ainsi, les profils et les formations devront être redistribués.

A LANDIER Professeur Toulouse School of Economics

Aujourd'hui, plusieurs actions en bourse sont passées par des robots. Ainsi, l'informatique a percé dans le tissu industriel et l'IA est une continuité.

La fonction de la banque, c'est d'allouer des capitaux dans des bons projets et de répartir les risques. L'information joue un rôle fondamental dans la gestion des risques. Le domaine de l'information dure et s'est étendu depuis les années 90. Cela s'est automatisé. Aujourd'hui, tout est automatisé, ainsi que l'administratif. A travers le CRM (Customer Relationship Manager) qui permet de collecter des données clients, le marketing est aussi automatisé.

Grâce à l'IA, des robots peuvent analyser le discours d'un dirigeant pour prévoir les investissements futurs.

Ce qui change ? C'est la déduction de l'intuition de la donnée.

L'IA va créer une polarisation du marché du travail avec des emplois très qualifiés d'une part, et des emplois moins qualifiés et moins bien rémunérés d'autre part. Les TIC ont créé une angoisse de la classe moyenne.

Les technologies tendent à supprimer le *salaires d'efficience* (fixation d'un salaire plus élevé pour réduire le turn-over) car avec la technologie, on peut collecter l'information plus facilement.

Avec l'IA, le risque d'inégalité s'accroît. Les formations généralistes permettent de se préparer à l'avenir pour faire face à des changements constants.

S BENAMOU Economiste France Stratégie

L'Intelligence artificielle peut être définie comme *un ensemble de technologie visant à reproduire informatiquement des tâches cognitives réalisées par l'humain*. Par exemple, les chatbots (robots conversationnels qui conseillent les clients). On pourrait parler d'apprentissage artificiel

Quelles sont les limites de l'IA ?

- L'IA ne peut penser par elle-même
- L'IA ne peut gérer l'imprévisible

Dans le domaine de la santé, l'IA se base sur un patient moyen. Il n'y a pas de prise en compte de l'individualité.

Les corrélations dépendent de la quantité et de la qualité des informations apportées. La réussite des traitements thérapeutiques dépend de l'adhésion du patient dans son environnement et des compétences difficilement prises en charge par la machine.

En conclusion, la qualité de la prise en charge d'un patient repose sur la corrélation des données et tous les métiers qui nécessitent des tâches spécifiques seront difficilement automatisés.

L'économie circulaire



L'économie circulaire vise à économiser les matériaux et l'énergie tout au long du cycle de vie d'un bien, de l'extraction au déchet. Comment passer d'une économie linéaire « Extraire, Fabriquer, Jeter » à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières ? Où en sont la France et l'Europe et quelles conséquences cette transformation peut avoir sur l'emploi ? Quels exemples vertueux expérimente-t-on sur les territoires et dans les entreprises ?

N FORAY Fondation Ellen MacArthur

Le modèle de l'économie linéaire qui consiste à extraire, fabriquer et jeter, est aujourd'hui remis en question pour aller vers une économie circulaire. *C'est à dire une économie qui solutionne les symptômes et non les causes.*

L'économie actuelle semble prête pour une transformation avec des éléments clés pour enclencher un nouveau modèle : l'émergence de nouveaux modèles d'affaires, les avancées technologiques et l'urbanisation le démontrent.

L'économie circulaire est basée sur 3 principes : Eliminer les déchets, garder les produits et développer le local.

Ce nouveau modèle génère des retombées sur la société et l'environnement qui sont estimées à 1800 milliards de retombées.

Il s'agit de penser *en systèmes* avec tous les acteurs d'un écosystème. C'est une collaboration avec l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur. (cf le site *Ellen Mcartur*)

E BAUME Conseillère métropole Lyon

L'économie circulaire ne se résume pas à la gestion des déchets.

La ville de Lyon est labellisée pour accélérer la mutation de production des organisations économiques. Cela, à destination des entrepreneurs qui ont un projet en phase avec l'économie circulaire. Aujourd'hui, le BTP est le secteur le plus polluant avec le circuit alimentaire qui arrive en deuxième position.

Il s'agit d'une question « *d'innovation organisationnelle* » (qui pose la question du comment ?)

Des projets sur la mise en place d'une TVA circulaire existent. Cependant, cela reste très compliqué à mettre en place.

H VALADE Directrice Développement Durable SUEZ

SUEZ se positionne dans les activités de l'eau et des déchets où de réels efforts sont mis en oeuvre en faveur de l'environnement.

Dans l'eau, il peut-il y avoir plusieurs usages dans l'agriculture par exemple ou dans le BTP.

Concernant les déchets, nous les captons au plus près de là où ils sont produits. SUEZ soutient la gestion des canettes, des mégots, et des téléphones.

La nécessité de travailler ensemble est au cœur de la logique de l'économie circulaire.

Il y a une nécessité de raconter cette transformation de l'économie circulaire à l'ensemble des parties prenantes. Par exemple, SUEZ a fait un travail de pédagogie pour expliquer l'économie circulaire au public.

J TRONCHON Directeur Développement Durable Groupe SEB

SEB est n°1 mondial du petit électroménager.

A travers l'économie circulaire, il s'agit de construire pour notre entreprise des produits qui pourront être recyclés. Tout cela représente des contraintes de production. Aujourd'hui, 93% des produits SEB sont réparables. Cela nécessite de revoir tous les processus de production.

De plus, on essaie de travailler sur la seconde vie des produits. Ces produits sont aujourd'hui récupérés et distribués à des acteurs du secteur social et solidaire.

Cela est un argument commercial et constitue un levier de préférence d'achat.

De plus, la fin de vie des produits incite les consommateurs à ramener leurs vieux accessoires et à bénéficier en contre partie, d'un bon de réduction.

Ces vieux produits sont ensuite recyclés. Cela crée une dynamique d'emplois avec des acteurs de *l'Economie Sociale et Solidaire* (ESS).

Enfin, nous louons désormais des produits dont les usages sont irréguliers tels que les appareils à raclette par exemple qui sont utilisés généralement peu de fois dans l'année. C'est ce qu'on appelle « *l'économie de la fonctionnalité* ». Ainsi, l'usage est préféré à la propriété d'un produit.

Cela transforme la nature de la relation avec les clients et les fournisseurs. De plus, cela nécessite un travail avec des Organisations non gouvernementales (ONG). Mais aussi, cela implique véritablement le consommateur-citoyen. La question qui se pose est comment se développer lorsque les marchés sont saturés ? L'économie circulaire présente des enjeux face aux défis démographiques de notre société.

C JOLLY Economiste France Stratégie

Il y a une nécessité de réduire de moitié les déchets mis en décharge et de tendre vers 100 % de plastique recyclé d'ici 2025.

Les marges de progrès sont importantes car la France est en retard par rapport à beaucoup de ses voisins européens en matière de valorisation des déchets ménagers.

L'objectif est d'économiser 30% des ressources du PIB et de viser à recycler 100% des plastiques. Ainsi, il y a une nécessité de modifier de nouveaux modèles d'affaires. Dans l'économie circulaire, l'usage est valorisé par rapport à la possession.

L'économie circulaire représenterait entre 500 000 et 1 million d'emplois pour l'économie. Cela nécessite une adaptation des compétences.

Le Compte Personnel de Formation (CPF) permet d'envisager des reconversions vers ces nouveaux emplois de l'économie circulaire.